



mercredi 3 mai 2017

## **Les grands titres:**

- Violences sexuelles liées aux conflits : les auteurs doivent être stigmatisés, pas les victimes, souligne l'ONU
- Mali : une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou fait 1 mort et 9 blessés
- Journée de la liberté de la presse : l'ONU appelle à protéger les journalistes menacés par la répression
- Le chef du PAM évalue les besoins humanitaires des réfugiés et déplacés au Liban et en Syrie
- Syrie : l'envoyé de l'ONU préoccupé par l'escalade de la violence au moment des pourparlers d'Astana
- Une experte de l'ONU demande à l'Erythrée de libérer un journaliste lauréat d'un prix de l'UNESCO
- Le Conseil de sécurité en Colombie pour réaffirmer son appui au processus de paix

## **Violences sexuelles liées aux conflits : les auteurs doivent être stigmatisés, pas les victimes, souligne l'ONU**



Une femme du camp de Kassab pour personnes déplacées, à Kutum, dans le nord du Darfour, montre sa détresse en raison de l'augmentation des viols dans la région. Photo MINUAD/Albert González Farran

**3 mai** - Dans un rapport transmis au Conseil de sécurité, l'ONU appelle à reconnaître les victimes de violences sexuelles liées aux conflits comme des victimes légitimes de conflits et de terrorisme et à ne pas les culpabiliser ou stigmatiser.

« La honte et la stigmatisation font partie intégrante de la logique du recours à la violence sexuelle en tant que tactique de guerre ou de terrorisme », souligne le rapport du Secrétaire général préparé par le Bureau de sa Représentante spéciale sur les violences dans les conflits armés.

Le rapport appelle également les dirigeants traditionnels, religieux et communautaires à s'attaquer aux normes sociales sous-jacentes néfastes qui imposent ou interdisent certains comportements et perpétuent la pratique consistant à culpabiliser les victimes.

« Les agresseurs savent que ce type d'actes peut transformer les victimes en parias, et ainsi briser les liens familiaux et communautaires », souligne le rapport. « Il est donc nécessaire que les agents de l'État et les chefs coutumiers établissent clairement, par leurs prises de position publiques et leur comportement, que toute violence sexuelle est strictement interdite, que l'auteur de l'acte est le seul à porter la culpabilité et que personne d'autre ne saurait être stigmatisé comme coupable ».



Les auteurs du rapport sont particulièrement préoccupés par le sort des enfants nés d'un viol « qui peuvent eux aussi être marginalisés pendant toute leur vie en raison de la stigmatisation qu'ils subissent et de l'incertitude liée à leur statut juridique ».

« Si ceux qui ont subi des violences sexuelles et les enfants nés d'un viol ne sont pas réintégrés dans la société et dans le système économique dont ils sont issus, ils resteront vulnérables à l'exploitation et à l'enrôlement », préviennent les auteurs du rapport.

Conformément aux engagements pris lors du Sommet humanitaire mondial de 2016 en mai dernier, le rapport appelle également à faire en sorte que les survivants de violences sexuelles liées aux conflits puissent accéder aux soins de santé sexuelle et génésique, « y compris des mesures sûres d'interruption de grossesse non désirées », dans le cas de viols et bénéficier de réparations.

« Pour que la consolidation de la paix et la réconciliation se concrétisent, il faut que les personnes ayant subi des violences sexuelles obtiennent justice et que cela se sache », ajoutent les auteurs du rapport.

Le rapport annuel examine les violences sexuelles liées aux conflits commises en 2016 dans 19 pays pour lesquels l'ONU dispose d'informations fiables. Les Etats concernés comprennent 13 pays en situation de conflit (Afghanistan, République centrafricaine, Colombie, République démocratique du Congo, Iraq, Libye, Mali, Myanmar, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Syrie et Yémen), quatre pays dans des situations post-confliktuelles (Bosnie-Herzégovine, Côte d'Ivoire, Népal et Sri Lanka) et deux autres pays où la situation demeure préoccupante (Burundi et Nigéria).

Le rapport comprend une liste de 46 parties qui, selon des informations crédibles, se seraient systématiquement livrées à des viols et à d'autres formes de violence sexuelle dans des situations de conflit armé. Ces parties comptent une majorité d'acteurs non étatiques, parmi lesquels sept ont été désignés comme groupes terroristes et inscrits sur la Liste relative aux sanctions contre l'Etat islamique d'Iraq et du Levant (EIIL/Daech) et Al-Qaïda.

Pour la première fois depuis la création par le Conseil de sécurité du poste de Représentant spécial sur la violence sexuelle dans les conflits, une partie a été radiée de cette liste.

« Grâce aux mesures prises par le gouvernement de la Côte d'Ivoire, les Forces armées de Côte d'Ivoire (FACI) sont la première entité à avoir été radiée de la liste des parties établie au titre du mandat relatif aux violences sexuelles liées aux conflits », indique le rapport, tout en précisant qu'un suivi et une assistance technique continus seront nécessaires pour asseoir ces progrès.

Le rapport précise qu'il sera interdit à tous les États parties qui ont été inscrits à maintes reprises sur la liste pour des faits de maltraitance concernant des enfants et pour des violences sexuelles liées à un conflit de participer aux opérations de paix des Nations Unies.

Le rapport doit être présenté au Conseil de sécurité le 15 mai.

## Mali : une attaque contre un camp de la MINUSMA à Tombouctou fait 1 mort et 9 blessés



Des Casques bleus à l'extérieur de Ber, au nord-est de Tombouctou, au Mali. Photo: MINUSMA / Marco Dormino (archive)

**3 mai** - Une attaque contre un camp de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) à Tombouctou, dans le nord du pays, a fait mercredi un mort et neuf blessés, a indiqué la Mission

« Aujourd'hui à 13h15, une attaque aux mortiers ou roquettes a été lancée contre le camp de la MINUSMA à Tombouctou. Selon les rapports préliminaires, six obus y ont atterri. Le bilan provisoire est de neuf blessés parmi les Casques bleus, y compris quatre grièvement qui sont en train d'être évacués à Bamako. L'attaque a fait un mort dont l'identification est en cours », a précisé la Mission onusienne dans un communiqué de presse.

« Des dégâts matériels ont également été causés dont l'ampleur sera établie ultérieurement. Aucun personnel civil n'a été affecté », a-t-elle ajouté.

La MINUSMA a indiqué avoir renforcé la protection du camp et déployé des moyens aériens de reconnaissance pour identifier la zone où les tirs ont été lancés.

La Mission onusienne, qui a souhaité un prompt rétablissement aux blessés, a condamné dans les termes les plus vigoureux « cette attaque lâche et ignoble contre son camp et son personnel ».

Elle a appelé au déploiement de tous les efforts pour identifier les responsables de cette attaque terroriste et les traduire en justice. Elle a réitéré « sa détermination inébranlable à continuer son appui au Mali et à son peuple, aux fins d'instaurer une paix et une sécurité durables au bénéfice de toute la population ».

## Journée de la liberté de la presse : l'ONU appelle à protéger les journalistes menacés par la répression



Photo : ONU / Violaine Martin

**3 mai** - A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a demandé de faire cesser toutes les formes de répression à l'encontre des journalistes et de protéger ces derniers.

« Les journalistes se rendent dans les endroits les plus dangereux pour prêter leur voix à ceux qui n'en ont pas. Les professionnels des médias sont confrontés à la diffamation, aux agressions sexuelles, aux emprisonnements, aux coups et blessures et même à la mort », a souligné M. Guterres dans un message pour cette journée qui a pour thème : 'Des esprits critiques pour une période critique'.

« Nous avons besoin de personnalités fortes pour défendre la liberté des médias. C'est là une exigence primordiale pour faire barrage à la désinformation ambiante. Et chacun d'entre nous doit se battre pour défendre le droit à la vérité », a ajouté le chef de l'ONU.

A l'occasion de cette Journée de la liberté de la presse, M. Guterres a lancé un appel « pour que cessent toutes les formes de répression à l'encontre des journalistes - parce qu'une presse libre fait progresser la paix et la justice pour tous ». « Protégeons les journalistes, car leurs mots et leurs images peuvent changer le monde », a-t-il déclaré.

### *L'UNESCO fer de lance de la sécurité des journalistes*

La Directrice générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Irina Bokova, a souligné de son côté que « l'existence de médias indépendants et pluralistes n'a jamais été aussi importante pour émanciper les femmes et les hommes, renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit, et faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 – particulièrement l'Objectif 16, qui vise à établir des sociétés justes, pacifiques et inclusives ».

« Les médias ne doivent pas se réduire à servir de sources d'information fiables – ils doivent permettre à de nombreuses voix de se faire entendre et mobiliser des forces nouvelles au service de la tolérance et du dialogue. L'enjeu est clair. Nous avons besoin d'un journalisme original, critique et bien documenté, qui s'appuie sur des règles de déontologie professionnelle exigeantes et sur une éducation aux médias de qualité – allié à un public correctement initié aux médias et à l'information », a-t-elle ajouté.

La Directrice générale de l'UNESCO a souligné l'engagement de son organisation en faveur de la sécurité des journalistes. Selon elle, le meurtre reste trop souvent la forme la plus tragique de censure – 102 journalistes l'ont payé de leur vie en 2016. « Cette situation est inacceptable et affaiblit nos sociétés dans leur ensemble. C'est la raison pour laquelle l'UNESCO est, avec ses partenaires, le fer de lance du Plan d'action des Nations Unies sur la sécurité des journalistes et la question de l'impunité à travers le globe », a-t-elle souligné.

« La période critique que nous traversons exige des esprits critiques. J'appelle aujourd'hui chacun d'entre vous à aiguiser vos esprits pour défendre les libertés indispensables à la paix et à la justice », a ajouté Mme Bokova.

### *Il faut cesser de diaboliser les médias critiques*

De son côté, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, David Kaye, a demandé aux gouvernements de cesser de diaboliser les médias critiques.

« Tous les jours de l'année, y compris la Journée mondiale de la liberté de la presse, ceux qui pratiquent le journalisme sont confrontés à la censure, à la criminalisation, au harcèlement et, souvent, aux attaques physiques et au meurtre. Les gouvernements doivent agir pour garantir la liberté de la presse, libérer les journalistes détenus et mettre fin à la diabolisation publique des médias critiques », a dit M. Kaye dans un communiqué de presse.

« Le harcèlement des médias par les gouvernements est une crise mondiale », a-t-il ajouté. « Je demande à tous les gouvernements de prendre des mesures pour protéger et promouvoir le journalisme indépendant ».

L'expert a en particulier invité les personnes ayant autorité : à libérer tous ceux qui sont détenus pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression ; à abroger les lois clairement incompatibles avec la liberté d'expression ; à prendre des mesures pour enquêter et poursuivre tous les responsables des attaques contre les journalistes ; à résister à la tentation d'ordonner à des sites web critiques de supprimer du contenu ou de bloquer des sources d'information en ligne ; à éviter de surveiller des journalistes ; et à cesser la diabolisation publique des médias critiques.

## Le chef du PAM évalue les besoins humanitaires des réfugiés et déplacés au Liban et en Syrie



Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley (au centre), et le Directeur régional du PAM, Muhannad Hadi (à gauche), discutent avec Nagwan, une femme de 73 ans déplacée de son foyer en Syrie. Elle dépend de l'aide alimentaire du PAM. Photo: PAM / Abeer Etefa

**3 mai** - Le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM), David Beasley, a conclu mercredi une visite de trois jours au Liban et en Syrie, où il a évalué les besoins humanitaires croissants des Syriens vulnérables et a rencontré des hauts responsables gouvernementaux et des partenaires pour discuter des opérations humanitaires dans les deux pays.

Dans le cadre de sa première visite depuis qu'il a pris la tête du PAM le mois dernier, M. Beasley a passé du temps avec des familles de réfugiés syriens dans la vallée de Bekaa et à Beyrouth, au Liban, et a rencontré des femmes et des enfants déplacés dans un centre de distribution de nourriture du PAM à Damas.

« Je suis touché par les histoires de lutte et de résilience des nombreux Syriens que j'ai rencontrés qui vivent loin de chez eux et de leurs proches. Ces familles ont été brisées, mais avec nos partenaires, nous faisons tout notre possible pour offrir le meilleur pour leurs enfants malgré les obstacles », a déclaré le chef du PAM dans un communiqué de presse.

Au Liban et en Syrie, il a visité des entrepôts, des centres de distribution de nourriture à Damas et des camps de fortune où vivent des centaines de milliers de réfugiés syriens au Liban. Il a également visité des supermarchés sous contrat avec le PAM où les réfugiés les plus vulnérables échangent des bons alimentaires électroniques mensuels.

« Le PAM a adopté des systèmes flexibles et rentables pour aider les familles syriennes les plus vulnérables », a déclaré M. Beasley. « Nous continuons à dépendre du soutien vital de nos pays donateurs - en particulier l'Allemagne, le Canada et les États-Unis ».

Le PAM fournit chaque mois une aide alimentaire à plus de quatre millions de personnes en Syrie. Au Liban, près de 700.000 réfugiés syriens reçoivent une aide alimentaire grâce à un système électronique de bon (e-card). Chaque mois, les cartes électroniques reçoivent 27 dollars par personne, ce qui permet d'acheter de la nourriture dans l'un des 48 magasins en contrat avec le PAM au Liban.

Lors de ses rencontres, le chef du PAM a réclaté un accès humanitaire régulier, sans entraves et durable pour fournir une aide alimentaire aux personnes dans les zones assiégées et difficiles à atteindre en Syrie. Il a félicité le Liban pour sa générosité en accueillant plus d'un million de réfugiés syriens.

## Syrie : l'envoyé de l'ONU préoccupé par l'escalade de la violence au moment des pourparlers d'Astana



L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la Syrie, Staffan de Mistura. Photo ONU

**3 mai** - L'Envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, qui participe aux pourparlers de paix d'Astana, au Kazakhstan, s'est déclaré mercredi très préoccupé par les informations faisant état d'un regain de violence en Syrie alors que les pourparlers portent notamment sur l'instauration de 'zones de désescalade' du conflit.

« Les Nations Unies sont très préoccupées par les informations faisant état d'une escalade en Syrie, notamment de frappes aériennes présumées, en ce moment délicat des discussions d'Astana, où les propositions visant à désamorcer le conflit sont sérieusement discutées », a dit M. de Mistura lors d'un point de presse.

Il a souligné que la délégation de l'ONU soutenait la poursuite des pourparlers « à tout prix, parce que ce qui est en jeu est très important ». « Nous appelons donc à une enquête immédiate et à l'institution immédiate de mesures afin de s'assurer qu'aucune frappe (aérienne) n'ait lieu », a-t-il ajouté.

L'Envoyé spécial a ajouté que l'ONU demandait à tous les participants des pourparlers d'Astana « de poursuivre demain les discussions sur les mesures de désescalade et de confiance ». « C'est une occasion très importante à ne pas manquer », a-t-il ajouté.

Selon la presse, les rebelles syriens ont annoncé leur retrait des négociations de paix, ouvertes mercredi à Astana sous le parrainage de la Russie, de l'Iran et de la Turquie. Les négociations d'Astana sur les aspects sécuritaires sont menées en parallèle des pourparlers plus politiques sur l'avenir du pays qui ont lieu à Genève.

A New York, le porte-parole du Secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a indiqué que mardi, un convoi de l'ONU, du Comité international de la Croix rouge (CICR) et du Croissant rouge arabe syrien avait pu livrer une assistance humanitaire à 35.000 personnes assiégées à Douma, dans la Ghouta orientale, près de la capitale Damas. C'est le premier convoi humanitaire à atteindre cette zone depuis le 19 octobre 2016.

« Le convoi à Douma souligne que lorsqu'il y a suffisamment de volonté politique, les problèmes de sécurité et d'accès peuvent être surmontés et une aide vitale peut atteindre ceux qui ont un besoin urgent d'assistance », a déclaré le porte-parole.

« L'ONU reste profondément préoccupée par la détérioration de la situation sécuritaire et de la situation humanitaire dans la Ghouta orientale », a-t-il ajouté. « Environ 400.000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire dans l'ensemble de la Ghouta orientale. Nous demandons à toutes les parties et à ceux qui ont une influence sur elles de prendre les mesures nécessaires pour que d'autres zones de la Ghouta orientale puissent être atteintes le plus tôt possible ».

## Une experte de l'ONU demande à l'Erythrée de libérer un journaliste lauréat d'un prix de l'UNESCO



Dawit Isaak, en Suède vers 1987-88. Il a été choisi pour recevoir le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano 2017. Photo Kalle Ahlsén

**3 mai** - Des esprits critiques pour des temps critiques. Le thème de cette année de la Journée mondiale de la liberté de la presse revêt une importance particulière pour Dawit Isaak qui reçoit ce mercredi le prix Guillermo Cano décerné par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) à Djakarta, en Indonésie. Ce journaliste suédo-érythréen est emprisonné depuis 2001 dans des conditions difficiles par le pouvoir d'Asmara. Et une experte indépendante de l'ONU demande sa libération.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Érythrée, Sheila B. Keetharuth, rappelle que ce journaliste reçoit cette distinction alors qu'il est en détention depuis 15 ans.

L'experte demande aux autorités d'Asmara de libérer sans conditions tous ceux qui sont détenus illégalement. « Les autorités érythréennes devraient cesser immédiatement les arrestations et détentions effectuées sans une base légale », dit-elle. Elle salue le choix du journaliste suédo-érythréen comme lauréat du prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano.

### *Fondateur du premier journal indépendant d'Erythrée*

Dawit Isaak, dramaturge, journaliste et écrivain, s'est exilé en Suède en 1987, pays qui lui a ensuite octroyé la citoyenneté. Au lendemain de l'indépendance de l'Erythrée, il est retourné dans son pays natal en 1993 et est devenu en 1997 l'un des fondateurs et reporters de Setit, le premier journal indépendant du pays.

M. Isaak était connu pour ses reportages critiques et engagés. En 2001, son journal publiait une lettre ouverte demandant la tenue des élections et l'application de la Constitution promise. Dawit Isaac et une dizaine d'autres journalistes furent alors arrêtés en septembre et jetés en prison où ils sont maintenus depuis.

Selon l'Experte indépendante, les dernières nouvelles qu'on a du journaliste remontent à 2005. Son lieu de détention n'est pas connu. « Le cas de M. Isaak est emblématique de tous ceux qui ont été victimes de disparitions forcées par le gouvernement de l'Érythrée et qui demeurent introuvables », déclare Mme Keetharuth qui souligne que les arrestations de Dawit Isaac et de ses collègues journalistes restent le signe le plus visible de la répression de la liberté d'expression en Érythrée.

Selon elle, les autorités érythréennes « continuent de réprimer toutes les formes d'expression perçues comme critiques à l'égard du gouvernement et de sa politique ». Une façon pour Mme Keetharuth de réaffirmer que « la liberté d'expression était un droit humain fondamental et une presse libre est l'un des principes d'une société démocratique, fournissant un contrôle précieux sur les éventuelles dérives d'un gouvernement ».

### *Reconstruire la confiance avec les Érythréens*

De façon générale, l'Experte indépendante onusienne note que « le gouvernement de l'Érythrée a l'obligation de fournir des informations urgentes sur le sort des détenus et de l'endroit où se trouveraient toutes les personnes privées de liberté ». « Ce serait une première même tardive indication que le gouvernement s'est engagé à reconstruire la confiance avec les Érythréens », ajoute-t-elle. « En permettant aux observateurs indépendants d'accéder immédiatement et sans entrave à tous les lieux de détention, officiels et non officiels, le gouvernement enverrait un signal fort qu'il reconnaisse les violations des droits humains du passé, tout en prenant maintenant des mesures pour améliorer la situation sur le terrain maintenant ».

L'Experte indépendante a rappelé les conclusions de la Commission d'enquête de l'ONU sur la situation des droits de l'homme en Érythrée qui avait publié en juin 2016 un rapport indiquant que des crimes contre l'humanité ont été commis de manière généralisée et systématique dans les centres de détention, les camps d'entraînement militaire et d'autres endroits à travers le pays depuis 1991.

Le Prix mondial de la liberté de la presse UNESCO/Guillermo Cano est décerné ce mercredi 3 mai à Djakarta (Indonésie) par la Directrice générale de l'UNESCO, Irina Bokova. Dawit Isaac est représenté par sa fille, Bethelem Isaac. Le prix doté d'un montant de 25.000 dollars a été créé en 1997 par l'UNESCO en l'honneur de Guillermo Cano Isaza, journaliste colombien assassiné à l'entrée des bureaux du journal, El Espectador, à Bogotá, le 17 décembre 1986.

## **Le Conseil de sécurité en Colombie pour réaffirmer son appui au processus de paix**



Représentant spécial de l'ONU pour la Colombie, Jean Arnault, devant le Conseil de sécurité en janvier 2017. Photo ONU/Rick Bajornas

**3 mai** - Une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies est attendue mercredi soir en Colombie où elle effectuera une mission de trois jours codirigée par l'Uruguay et le Royaume-Uni.

Il s'agit de la première visite officielle du Conseil en Colombie où une Mission des Nations Unies a été déployée en 2016 à la demande conjointe du gouvernement colombien et des rebelles des Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du peuple (FARC-EP) qui ont signé un accord de paix.

« Le Conseil entend, en premier lieu, démontrer son engagement envers les tâches en cours de réalisation, montrer son soutien au processus de paix que les Colombiens ont pris en main et ont admirablement conduit depuis plus de cinq ans », a déclaré le Président du Conseil et Représentant permanent de l'Uruguay, Elbio Rosselli, lors d'une conférence de presse lundi au siège de l'ONU à New York.

Après 50 ans de conflit, le gouvernement et les FARC se sont engagés dans un dialogue et des négociations qui ont abouti à

un accord de paix signé en août 2016 à La Havane, à Cuba. Rejeté une première fois lors d'un référendum organisé en octobre 2016, l'accord de paix, après modifications, a été ratifié le 2 décembre dernier par le Congrès colombien (parlement).

M. Rosselli a souligné que la Colombie est devenue un exemple de résolution des conflits pour avoir mené à bien son propre processus de paix, en demandant à l'ONU de vérifier le cessez-le-feu et le dépôt des armes.

« Cette visite est un appui de la communauté internationale aux efforts des Colombiens », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la Mission des Nations Unies en Colombie, Jean Arnault, dans un communiqué de presse publié vendredi. « Le soutien unanime des membres du Conseil de sécurité vise à garantir la consolidation de la paix », a-t-il ajouté.

Durant cette visite de trois jours, la délégation du Conseil devrait rencontrer le Président colombien, Juan Manuel Santos, des représentants du gouvernement et des FARC-EP, les commissions de paix du Congrès colombien, les représentants du système des Nations Unies, des membres du Mécanisme de suivi et de vérification (MVM), les dirigeants de la société civile et des organisations de femmes.

En outre, les membres du Conseil se rendront dans l'une des 26 zones transitoires de normalisation (ZVTN, en espagnol), où ils rencontreront les communautés, les observateurs internationaux et les délégués du MVM.

La création de la Mission des Nations Unies en Colombie a été approuvée par le Conseil de sécurité le 25 janvier 2016. La Mission qui comprend des observateurs internationaux non-armés a pour objectif de suivre et de vérifier le désarmement des FARC. La Mission onusienne est également membre du mécanisme tripartite chargé de surveiller et vérifier le cessez-le-feu et la cessation des hostilités convenus par les parties dans leur accord de paix.